

N°138 | BIMENSUEL | 11 septembre 2020

# Courrier CAB

LA LETTRE D'INFORMATION DES DIRECTEURS DE CABINET

## Covid-19 : les cabinets doivent désormais "vivre avec"

Éprouvés par la crise du printemps, les cabinets d'élus locaux sont sortis de la stricte gestion de crise, renforcés et réorganisés. Un impératif, car la question sanitaire est devenue centrale dans les politiques publiques qu'ils pilotent.

Les vacances d'été et une relative accalmie sanitaire ont permis aux collaborateurs de cabinet de souffler, « un tout petit peu ». Mais la rentrée s'est vite profilée. « L'activité n'est en soi plus majoritairement occupée par la crise mais celle-ci est devenue la variable d'ajustement de beaucoup de projets : nous vivons désormais avec ! », résume Éric Sieberath, directeur adjoint du cabinet du président du conseil départemental de l'Essonne. « Pour reprendre le vocabulaire utilisé par le président de la République, cette crise est une "drôle de guerre", détaille-t-il. Nous sommes confrontés à une navigation à vue sur une période de temps tout à la fois longue et toujours indéterminée. Le cabinet, s'il a été dans une phase extrêmement active avant l'été, subit désormais plus qu'il ne peut tracer de route précise et volontariste. » Une pression constante une nouvelle fois éprouvée avec la rentrée scolaire qui « a été à nouveau l'occasion pour le département et son exécutif de réaffirmer sa force de frappe », assure Éric Sieberath, notamment avec la distribution de 5 masques à chaque collégien essonnien.

### Cumul de crises

Dans la collectivité de Saint-Martin (Antilles), déjà accaparée depuis 2017 par la reconstruction post cyclone Irma (95% du bâti de l'île a été sinistré), la partie française de l'île a aussi connu une crise sociale fin 2019 contre l'application d'un PPRN anticipé. Avec l'arrivée du Covid-19 en mars, dont l'intensité redouble aujourd'hui, les crises se sont multipliées. « Dorénavant, détaille Françoise Moutou, l'action du cabinet et de l'administration se fait à travers une grille Covid-19. » Et la cheffe de cabinet du président de la collectivité le reconnaît : « La crise sanitaire est devenue omniprésente dans la vie du cabinet, son impact est considérable, elle s'est immiscée dans l'ensemble des politiques

publiques. Elle se retrouve en transversalité dans la quasi-totalité de nos actions et dans le regard que nous portons sur les projets de demain. »

### Capitaliser sur les expériences

Dans cette île bi-nationale, une crise diplomatique s'est rajoutée au tableau avec la décision de la France d'instaurer des contrôles aux frontières. Conséquence : « Le mode crise est devenu un état normal de notre cabinet », admet Françoise Moutou. Un exercice délicat dans cette collectivité naissante qui regroupe les compétences d'une commune, d'un département et d'une Région, et où le partage des rôles avec l'État « est mal compris des administrés qui attendent

souvent de la collectivité des décisions et des actions là où seul l'État est légitime ». Mais de cette accumulation de difficultés est née une « nouvelle manière de travailler où le politique avance main dans la main avec l'administration ». Une symbiose née du retour d'expérience. Et la consultante Dayana Chamoun-Fievée (lire page 5) le rappelle : « Le Retex est un outil incontournable dans la gestion de l'après-crise. Capitaliser, améliorer, se préparer à en affronter une nouvelle avec efficacité et rapidité sont autant de points clés qu'un cabinet doit maîtriser. » Mais attention, ce travail ne s'improvise pas, au « risque de passer à côté d'informations essentielles venant du terrain ». ■ JÉRÔME VALLETTE

## ANALYSE

### Départementales : « Le principal défi sera celui du taux de participation »

Éric Sieberath est directeur adjoint du cabinet du président du conseil départemental de l'Essonne



#### La question sanitaire s'est-elle déportée sur le terrain politique ?

Je constate qu'en responsabilité, les exécutifs locaux n'ont peut-être jamais autant mis de côté le jeu politique et partisan dès lors qu'il s'agissait d'agir pour leurs concitoyens et d'enrayer l'épidémie.

La Covid-19 a indéniablement redoré le blason d'une grande majorité d'élus de terrain. Les Français ont mesuré à quel point l' élu local a été le socle de confiance sur lequel ils ont pu s'appuyer tant le chef de filât a été incarné par eux. Le corolaire de ce constat en est l'irréversible perte de confiance dans toute forme d'État-providence ; l'État s'est "confiné" dans un rôle de régulateur, parfois maladroit. À sa décharge, le caractère inédit de cette pandémie a bien évidemment pris de court tout un chacun.

#### Et les élections à venir ?

L'unique et principal défi sera celui du taux de participation. Cette crise sanitaire a réenchante le lien de confiance entre l' élu local et le citoyen. Il faut faire vivre ce lien et espérer que cela se traduise par un sursaut d'engagement démocratique en mars prochain. Si tel n'était pas le cas, nous passerions du conjoncturel au structurel, ce qui fera vaciller les piliers de notre République. C'est alors un nouveau "contrat social" qu'il faudra inventer sur le terreau de la France des territoires. ■